



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 11 (2023)

Faits saillants

- ❖ Vietnam : premier pays à baisser ses taux directeurs dans la région
- ❖ Philippines : baisse des IDE de 23,2% à 9,2 Mds USD en 2022
- ❖ Singapour : DBS prévoit 5,8% d'inflation en 2023

❖ LE CHIFFRE À RETENIR

12 Md\$

Montant que compte investir Mitsubishi Motors dans la région d'ici 2030 pour développer la production de véhicules électriques

Région

Forum d'affaires ASEAN-Royaume-Uni

Le Forum d'affaires UK-ASEAN s'est tenu à Londres le 8 mars dernier, organisé par le UK-ASEAN Business Forum, le Department for Business and Trade britannique, la mission du Royaume-Uni auprès de l'ASEAN et le Conseil consultatif des affaires de l'ASEAN. Le ministre britannique pour les Entreprises et le Commerce, Nigel Huddleston, a exprimé l'engagement ferme du Royaume-Uni envers l'ASEAN et sa volonté de renforcer ses liens économiques, politiques et culturels avec la région.

Siemens se tourne vers l'Asie du Sud-Est pour réduire sa dépendance à la Chine

Siemens envisage d'investir en Asie du Sud-Est pour diversifier ses activités en dehors de la Chine et réduire les risques liés à sa chaîne d'approvisionnement, selon un article paru cette semaine dans le FT. La Chine représente son premier marché en Asie et le deuxième après les États-Unis dans le monde. La société allemande cherche à développer ses activités dans des pays connaissant une croissance rapide telles que l'Indonésie, le Vietnam et la Thaïlande. Bien que la Chine reste son principal centre de production en Asie, Siemens estime que cette région offre également des opportunités de marché et de production intéressantes. En 2021, 13% des ventes du groupe provenaient de la Chine, même si le pays représente une part plus importante pour certaines unités de production, comme l'automatisation industrielle et la numérisation. Les tensions croissantes entre les États-Unis et la Chine incitent de nombreuses multinationales à chercher des alternatives pour réduire leur dépendance à la Chine, notamment en Asie du Sud-Est.

Mitsubishi Motors investira 12 Mds USD en Asie du Sud-Est d'ici 2030

Mitsubishi Motors prévoit d'investir environ 12,4 Mds USD dans les voitures électriques d'ici 2030, dans le but d'augmenter ses revenus issus d'Asie du Sud-Est. La société japonaise lancera 16 nouveaux modèles au cours des cinq prochaines années, dont 7 véhicules électriques, et prévoit de doubler ses revenus de la région. Mitsubishi n'y vend actuellement pas de voitures électriques, mais commencera à produire et à vendre le modèle Minicab-MiEV, un véhicule utilitaire compact électrique, depuis son usine indonésienne à partir de 2024. La concurrence régionale s'intensifie avec l'arrivée de concurrents chinois et sud-coréens sur le marché des véhicules électriques.

Indonésie

Maintien du taux directeur

Pour le deuxième mois consécutif, la banque centrale maintient son taux directeur (5,75%), malgré une inflation de 5,5% en g.a. en février (contre 5,3% en g.a. en janvier). L'objectif est de ramener dans la cible de 2%-4% l'inflation au second semestre 2023 et l'inflation sous-jacente dès le premier semestre 2023, ce qui est déjà le cas (3,09% en g.a. en février). Bank Indonesia vise également à renforcer la stabilisation de la roupie. Cette dernière s'est légèrement dépréciée, de 0,75% par rapport au niveau de fin février 2023, dans le contexte de forte incertitude sur les marchés financiers mondiaux. Depuis le début de l'année, la roupie a gagné 1,32% par rapport au niveau enregistré fin décembre 2022.

Effet d'entraînement en Indonésie de la faillite de SVB

La faillite de la Silicon Valley Bank, déclarée le 10 mars, a affecté les indices boursiers asiatiques, y compris indonésien. L'indice composite de Jakarta (JCI) a clôturé en baisse de -2,14%, le 14 mars, suite à la vente d'actions des principales banques indonésiennes : PT Bank Mandiri Tbk, PT Bank Central Asia Tbk, PT Bank Rakyat Indonesia Tbk. Les autorités indonésiennes estiment que l'impact en Indonésie de cette faillite sera de court terme. L'Autorité des services financiers (OJK) estime que la fermeture par la Federal Deposit Insurance Corporation de SVB n'aura pas d'impact direct sur les banques indonésiennes, faute de relations commerciales, de lignes de crédit ou d'investissements dans les produits de titrisation SVB. OJK souligne également que le ratio de liquidité à court terme de l'Indonésie est très élevé, s'établissant à 234%, contre 148% aux Etats-Unis, 135% au Japon, 132% en Chine et 120% en Europe. Le gouverneur de la banque centrale, Perry Wariyo, a déclaré que les tests de résistance de Bank Indonesia avaient conclu que les banques locales étaient résilientes, avec de prêts non performants faibles et des ratios de fonds propres élevés, ainsi que des sources de financement diversifiées.

Malaisie

Doublement du bénéfice net de Petronas en 2022

En 2022, la compagnie pétrolière malaisienne Petronas a enregistré un bénéfice d'environ 83,2 Mds USD (375,3 Mds MYR), en hausse de 51% par rapport à l'année précédente en raison de la hausse des prix sur les marchés mondiaux et des ventes à l'export. La compagnie a réalisé 74% de son bénéfice à l'international, pour un montant de 61,7 Mds USD dont 34,2 Mds USD à l'export. Son EBITDA a augmenté à 37,9 Mds (contre 22,3 Mds en 2021). Après impôts (6,9 Mds), son bénéfice net s'établit à 22,5 Mds USD (101,6 Mds MYR), montant doublé par rapport à 2021 (11,3 Mds USD soit 50,9 Mds MYR). L'activité Upstream est la principale contributrice au bénéfice net (11,4 Mds USD, +49%), devant les

activités Gaz (9,6 Mds USD), dont les bénéfices ont augmenté de 186%, et Downstream (1,7Mds USD, +5%).

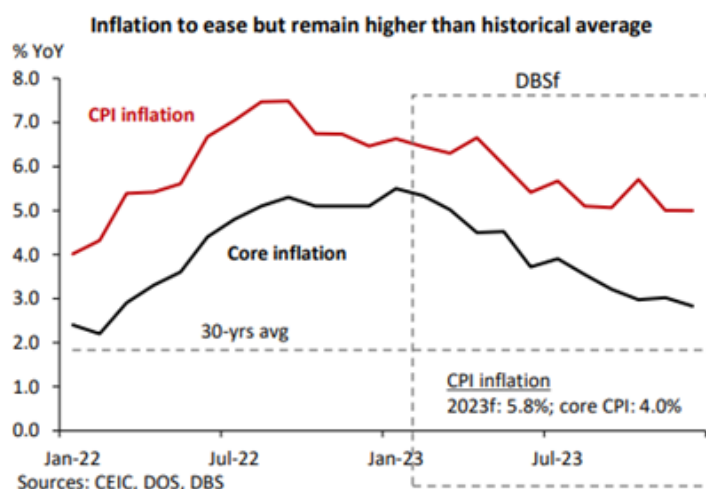
Rapport de l'IRENA sur les énergies renouvelables en Malaisie

L'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) a publié le 9 mars le rapport de « Malaysia Energy Transition Outlook » élaboré en relation avec le ministère malaisien des Ressources naturelles, de l'Environnement et du Changement climatique. L'IRENA fait le constat de la nécessité, pour accélérer les investissements dans les énergies renouvelables, de développer les capacités des institutions financières domestiques, surmonter les obstacles réglementaires et commerciaux, et réduire les dépenses publiques consacrées aux subventions liées aux énergies fossiles. Elle recommande en particulier l'élaboration de stratégies de programmation énergétique de long terme cohésives et intégrées, l'ouverture du marché de l'électricité et un renforcement du cadre réglementaire pour ce qui concerne les appels d'offres électroniques au titre du tarif à l'achat garanti Feed-in-Tariff (critères de sélection, financement) et le programme solaire (utilisation des terres, connexion au réseau).

Singapour

DBS prévoit 5,8% d'inflation en 2023 et 4,0% d'inflation sous-jacente

Selon une étude publiée le 14 mars, DBS prévoit une inflation globale à 5,8% et une inflation sous-jacente à 4,0% en 2023, en ligne avec les projections de la MAS, de 5,5 à 6,5% pour l'inflation globale et 3,5 à 4,5% pour l'inflation sous-jacente. Cette étude avance que la progression de l'inflation à Singapour en janvier 2023 (+6,6% en g.a.) ne reflèterait pas correctement l'ampleur des pressions inflationnistes dans le pays. La hausse modérée des coûts du logement en janvier (+5,0% en g.a.) a été masquée par celle des transports et de l'alimentation, qui ont augmenté respectivement de 11,9% et 8,1%. Hors logement, l'inflation aurait pu atteindre 7,1% en g.a. en janvier. Les coûts du logement devraient toutefois s'accroître au cours de l'année, masquant l'atténuation des tensions dans l'alimentation et les transports.



Hausse de l'emploi des étrangers en 2022, tirée par les « Work Pass »

Le 15 mars, le ministère singapourien du Travail (MoM) a publié un rapport estimant que le niveau d'emploi des non-résidents est revenu en 2022 à 99,2% de son niveau de 2019. L'emploi des non-résidents avait diminué de 181 500 au pic de la pandémie entre décembre 2019 et décembre 2020 (hors travailleurs domestiques migrants). Les détenteurs d'un « S Pass » ont enregistré une hausse (+7 400 emplois) de décembre 2021 à juin 2022, suivi des « Employment Pass » (+7 100 emplois), et d'une très forte hausse des détenteurs de « Work Permit » (+93 700 emplois). En décembre 2021, il y avait au total 1 305 800 travailleurs étrangers à Singapour, toutes catégories de visas confondues (+8% par rapport à 2021). L'emploi total a progressé de 227 800 en 2022 (une augmentation record depuis 1991), mais l'augmentation est portée à près de 90% par les étrangers, notamment dans l'industrie (50% des employés du secteur sont non-résidents) et la construction (76%). Malgré le quasi rétablissement de

l'emploi des étrangers, le taux de vacance élevé des emplois sur le marché est toujours imputé au manque de travailleurs étrangers.

Solidité du secteur bancaire face à la faillite de SVB

L'Autorité monétaire de Singapour (MAS) a déclaré que le système bancaire de Singapour reste solide et résilient malgré la volatilité accrue sur les marchés financiers mondiaux après les difficultés récentes de plusieurs banques aux États-Unis, dont la Silicon Valley Bank. Le système bancaire de Singapour n'est que faiblement exposé aux établissements concernés, selon la MAS. L'institution a déclaré qu'elle était prête à fournir de la liquidité pour maintenir la stabilité du système financier de Singapour et le bon fonctionnement des marchés financiers.

Vietnam

Forte réduction de certains taux d'intérêts directeurs

La banque centrale du Vietnam (SBV) a annoncé qu'elle réduisait plusieurs de ses taux directeurs afin d'augmenter les liquidités disponibles et soutenir la croissance économique du pays, une décision surprise qui renverse une tendance à la hausse des taux (2 hausses consécutives de 100 points de base en septembre et octobre 2022). Elle a justifié cette décision en affirmant que l'inflation du pays était sous contrôle : à 4,3% en février en g.a., en dessous de l'objectif moyen de 4,5% pour l'ensemble de l'année. Le plafond de taux d'intérêt appliqué aux prêts à court terme octroyés par les banques commerciales est également réduit de 5,5% par an à 5,0%. Selon Nikkei, cette décision vise à alléger la pression sur le secteur immobilier, en complément du décret adopté début mars suspendant un certain nombre de contraintes sur le marché des obligations. Par ailleurs, la SBV a annoncé que ses réserves de change avaient atteint 92 Mds USD en mars, soit une hausse de 4,4 Mds USD depuis septembre 2022.

L'objectif de financement du gouvernement par des obligations manqué en février

Le Trésor public a levé près de 1,58 Md USD d'obligations d'État en février, soit 79,1% du total des obligations proposées. En janvier, les investisseurs avaient acheté 96,6% des obligations émises. Le niveau des taux d'intérêt proposés, 4,12% pour les obligations à 10 ans et 4,32% pour les obligations à 15 ans, en baisse de 0,24 pdb par rapport à janvier, explique probablement la défiance des investisseurs, exacerbée par la morosité du secteur des obligations vietnamien. La capacité du gouvernement à rembourser ses obligations semble garantie : la dette publique était de 38% du PIB en 2022, en baisse de 4,7 points de pourcentage par rapport à 2021, la dette publique externe de 12,3% du PIB en 2022 (à comparer avec 14,7% en 2021) et le pays a enregistré un excédent budgétaire de 1,4% du PIB en 2022.

Fort potentiel du secteur des services pour la croissance

Selon le dernier rapport de la banque mondiale, le secteur des services est passé de 40,7% du PIB en 2010 à 44,6% du PIB en 2019 et la part des travailleurs employés dans les services a augmenté de 19% en 1991 à 35,3% en 2019, faisant du secteur la deuxième source d'emplois après l'agriculture. Toutefois, la productivité du secteur reste inférieure aux autres pays de la région : un travailleur vietnamien a créé une valeur ajoutée de 5 000 USD en 2019, bien en dessous de la Malaisie (20 900 USD), des Philippines (9 300 USD) et de l'Indonésie (7 300 USD). Les services hautement qualifiés (dont la finance et les TIC) ne représentent, par ailleurs, que 9% du total des exportations de services et 6,4% de l'emploi total dans le secteur des services. La petite taille des entreprises (1,5 personne en moyenne), les barrières au commerce international des services, la faible adoption technologique et la faiblesse des liens intersectoriels (les services ne représentent que 14% des intrants intérieurs utilisés par le secteur manufacturier) expliquent la faible productivité du secteur.

Augmentation des réserves nationales de pétrole

Dans un contexte d'instabilité des cours mondiaux du pétrole, le Vietnam pourrait augmenter ses réserves nationales. A l'heure actuelle, elles représentent approximativement 300 000 mètres cubes par an, soit neuf jours d'importation nette et sept jours de consommation, selon le ministère de l'Industrie et du Commerce (MOIT). Ce dernier a par conséquent proposé que la réserve nationale passe de neuf jours d'importation nette à 15 jours puis 30 jours au cours de la période 2026-2030. Les besoins d'investissement atteindraient dans ce cas 173,7 M USD par an. En parallèle, les importations d'essence et de pétrole du Vietnam ont fortement augmenté au cours des deux premiers mois de 2023, atteignant 1,7 Md USD, (+56,3% en g.a.).

Thaïlande

Relance des négociations UE-Thaïlande en vue d'un accord de libre-échange

L'Union Européenne (UE) et la Thaïlande ont officiellement annoncé le 15 mars la reprise des négociations en vue d'un accord de libre-échange (ALE), avec l'objectif de conclure ces discussions dans les deux prochaines années. Pour mémoire, les négociations avaient été initialement lancées en 2013, puis mises en pause (mais non suspendues formellement) en 2014, à la suite du coup d'État militaire. En 2017, à la lumière de certaines améliorations sur le front politique thaïlandais, le Conseil de l'UE avait opté en faveur d'un réengagement progressif de l'UE avec la Thaïlande, approche confirmée une nouvelle fois en 2019, permettant d'ouvrir la voie vers un accord de partenariat et de coopération (APC) finalement signé en décembre 2022. L'annonce de la relance des négociations s'inscrit dans cette dynamique positive et confirme l'engagement de la Thaïlande à poursuivre avec l'UE un ALE conforme aux dernières pratiques européennes en matière d'accords de libre-échange qui intègrent des domaines jusqu'à maintenant peu (ou pas) couverts dans les ALE conclus par la Thaïlande : l'accès au marché des services et aux marchés publics, les droits de propriété intellectuelle (y compris les indications géographiques) ainsi que le commerce et le développement durable. Pour les exportateurs français, cet ALE, s'il est conclu, devrait permettre d'améliorer l'accès au marché thaïlandais, notamment dans le domaine agricole dans la mesure où les importations agro-alimentaires sont fortement contraintes par les procédures sanitaires et phytosanitaires (SPS). Un premier cycle de négociations est prévu d'ici septembre 2023.

Faible impact attendu des faillites bancaires américaines sur le système financier thaïlandais

Selon les autorités et les principaux régulateurs financiers thaïlandais, les récentes faillites bancaires aux Etats-Unis (SVB, Signature Bank) ne devraient pas affecter notablement le système bancaire et financier thaïlandais, malgré la baisse des cours sur le marché boursier thaïlandais enregistrée en début de semaine (de 50 points, soit -3%). Les banques américaines ayant fait faillite n'ont que peu de connexions avec le secteur financier thaïlandais, les banques domestiques étant par ailleurs fortement capitalisées (ratio d'adéquation du capital à 19,4%), avec des actifs diversifiés et relativement peu exposés aux segments des startups et des technologies de l'information (représentant moins de 1% de leur capital). Alors qu'aucune banque locale n'investit directement dans les actifs numériques, les investissements de leurs filiales dans ce domaine d'activité ne s'élèvent qu'à environ 6 M USD (200 M THB). Par ailleurs, la banque centrale a mis en place une supervision relativement stricte de leurs investissements dans les startups et le capital-risque, en fixant une limite d'investissement et en exigeant d'importantes conditions de réserve de capital. Pour l'heure, même si le ministère des Finances estime que les retombées des faillites américaines n'auront un effet à court terme que sur le secteur technologique américain, les autorités restent prudentes et vigilantes, se disant prêtes à prendre les mesures appropriées pour protéger la stabilité financière du pays en cas de besoin.

Philippines

Les IDE aux Philippines se contractent à 9,2 Mds USD en 2022

Les entrées nettes d'IDE ont atteint 9,2 Mds USD en 2022, soit une contraction de 23,2% par rapport à 2021. Par composante, les investissements nets des non-résidents en titres de dettes et en fonds propres ont diminué (1,7 Md USD, -49,5%), tandis que le réinvestissement des bénéfices a augmenté (1,2 Md USD, +5,9%). La banque centrale attribue cette dynamique au ralentissement prolongé de la croissance mondiale et à l'inflation élevée (8,1% en décembre 2022 en g.a.). C'est l'industrie manufacturière qui a attiré la majorité des IDE (39%), suivie par l'immobilier (17%), les activités financières et d'assurance (13%), l'information et la communication (9%) et la construction (8%).

Le Marée noire à Mindoro

Le 28 février 2023, un navire transportant 800 000 litres de pétrole a sombré au large des côtes de Mindoro Oriental, provoquant une marée noire qui a atteint les provinces d'Antique et de Palawan, y compris le détroit de Verde Island. Le détroit de Verde Island est l'une des plus grandes zones de pêche des Philippines. Il fait vivre 18 000 pêcheurs dans la seule province du Mindoro Oriental et approvisionne plus de deux millions de locaux en produits de la pêche. La marée noire devrait avoir un impact sur 36 000 hectares de mangroves, de récifs coralliens et d'herbiers marins. Selon les données publiées par le ministère de la Protection sociale et du Développement (DSWD), au moins 141 988 personnes ont d'ores et déjà été impactées par la marée noire. Le gouvernement philippin a distribué plus de 20 M PHP (366 000 USD) d'aide aux résidents touchés. Le MT Princess Empress, propriété de RDC Reield Marine Services, transportait du pétrole de Limay (province Bataan) à Iloilo. Il avait été affrété par SL Harbor Bulk Corporation, filiale de San Miguel Shipping and Lighterage Corporation.

Réouverture de l'accès au marché européen pour les exportations de noix de pili des Philippines

Le règlement d'application (UE) 2023/267 de la Commission européenne a autorisé l'inclusion des noix de pili séchées dans la liste des nouveaux aliments pouvant être mis sur le marché de l'UE, après avoir satisfait aux exigences en matière de sécurité alimentaire et d'étiquetage. L'exportation de noix de pili, qui est considérée comme un nouvel aliment ou comme un aliment n'ayant pas été utilisé de manière significative pour la consommation humaine dans l'UE avant mai 1997, avait été temporairement interrompue à la suite du règlement (UE) 2015/2283 sur les nouveaux aliments. L'ouverture du marché de l'UE va particulièrement profiter à la région de Bicol, premier producteur de pili des Philippines avec environ 90% (1 796,4 hectares) de la zone de production de pili et 84% (4 932,6 tonnes) du volume total de production. Les principaux marchés d'exportation des noix de pili philippines sont les États-Unis, le Royaume-Uni, les Émirats arabes unis et le Canada.

Cambodge

Conclusion des négociations sur l'accord bilatéral avec les Emirats arabes unis

Le Cambodge et les Émirats arabes unis (EAU) ont signé le 16 mars un accord sur la conclusion de leurs négociations sur l'accord bilatéral de partenariat économique global (CEPA). Le CEPA vise à renforcer les échanges commerciaux et les investissements bilatéraux entre les deux pays. A noter que de janvier à août 2022, le volume des échanges entre le Cambodge et les Émirats arabes unis a augmenté de 40% en g.a. pour atteindre environ 279 M USD. Afin de diversifier ses marchés et stimuler ses exportations, le Cambodge cherche à conclure davantage d'accords de libre-échange (ALE) bilatéraux avec ses

principaux partenaires commerciaux en vue d'accéder à des marchés plus larges pour les produits fabriqués au Cambodge. Actuellement, le pays est lié par deux ALE bilatéraux avec la Chine et la Corée du Sud, qui sont respectivement entrés en vigueur en janvier et décembre 2022. L'Inde, le Japon, l'Union économique eurasiatique (UEE), le Canada... sont également dans le plan de négociations bilatérales de ces accords.

Vers l'exportation d'énergie verte vers Singapour ?

Les Royal Group Power (RGP) a signé le 15 mars un accord d'achat et d'exportation d'électricité avec Keppel Energy. RGP prévoit de développer des capacités de production d'énergies renouvelables afin d'exporter l'énergie produite vers Singapour. Une ligne sous-marine de transport à haute tension à courant continu est prévue dans le cadre de ce projet. Le ministère cambodgien des Mines et de l'Energie a déjà autorisé les deux sociétés à mener une étude de faisabilité complète et à collecter des données marines sur les emplacements réels (Marine Survey) dans les eaux et la zone économique exclusive du Cambodge. L'étude devrait s'achever fin 2023. Pour séduisant qu'il est, ce projet doit toutefois régler deux points : la production d'énergie renouvelable, qui baisse cette année dans le bouquet énergétique cambodgien, et le financement d'une ligne sous-marine de 1 000 km.

Laos

Développer jusques-et-y compris la 5G

Le Laos prévoit de relier, d'ici 2025, 100% des ménages à la 3G, 90% d'entre eux à la 4G et 50% à la 5G. Boviengkham Vongdara, ministre des Technologies et Communications a rappelé ces objectifs du plan quinquennal de développement de l'économie numérique à l'occasion de la 58ème Journée nationale de la poste et des télécommunications le 13 mars. Pour mémoire, en 2022, 96% des foyers étaient couverts par la... 2G et jusqu'à 75% par la 4G. Avec 14 millions de numéros de téléphonie mobile, répartis entre 5 exploitants, on comprend que l'accès à internet passe également par ce moyen. Les enjeux sont donc considérables et paraissent sans doute un rien ambitieux.

Barrage de Luang Prabang, suite

D'une capacité de 1,4 GW et prévu pour produire 6,5 GWh d'électricité annuellement... ce barrage, dont les travaux devraient être achevés en 2030, est de plus en plus contesté. Il est situé à 25 km en amont de Luang Prabang sur la rivière Nam Khan, affluent du Mékong. Il est également situé à moins de 9 km d'une ligne de faille sismique, au risque de favoriser la survenue de séisme de magnitude 7 voire 8 selon certains experts. Compte tenu des risques pour la ville de Luang Prabang, classé au Patrimoine mondial, l'UNESCO a demandé aux autorités laotiennes d'abandonner le projet. La Commission du Mékong a également recommandé que les travaux soient arrêtés afin, a minima, de réaliser des études techniques sérieuses. Acheter l'électricité produite par ce barrage contreviendrait, selon l'UNESCO, à la Convention concernant la protection du patrimoine mondial de 1972. Avec 70 barrages en service ou proche de l'être, le Laos se veut la pile de l'Asie du Sud-Est... mais cette orientation semble atteindre ses limites.

Birmanie

Entrée en vigueur prochaine de la loi sur les marques

La loi sur les marques promulguée en 2019 entrera en vigueur le 1er avril 2023. A partir de cette date, les demandes d'enregistrement de marques pourront officiellement être communiquées au ministère du Commerce. Des centres de dépôt seront ouverts à cet effet dans les villes de Yangon et de Nay Pyi Taw. Bien que cette entrée en vigueur soit très tardive, intervenant 4 ans après la promulgation de la loi, elle constitue une avancée en matière de respect des droits de propriété intellectuelle au Myanmar. Pour mémoire, la Birmanie est membre de l'OMC depuis 1994 et de l'OPI depuis 2001.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN

Rédacteurs : Esma LAOUADI, Olivia PEZARD, Eva THACH

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun et Phnom Penh

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Pour s'abonner : esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr ;
eva.thach@dgtresor.gouv.fr



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité